

LA MER ROUGE : NOUVEL ESPACE D'ENJEUX DE SÉCURITÉ INTERDÉPENDANTS ENTRE LES ÉTATS DU GOLFE ET DE LA CORNE DE L'AFRIQUE

Fatiha DAZI-HÉNI

Chercheuse Golfe – Moyen-Orient à l'IRSEM

Sonia LE GOURIELLEC

Maîtresse de conférences en science politique à l'Université Catholique de Lille

RÉSUMÉ

Historiquement, « l'Arabie heureuse » formait avec la Corne de l'Afrique un continuum tissé de diverses influences croisées. Cette région est un carrefour où s'affrontent les appétits d'empire et de conquête des puissances globales (Chine, Inde, États-Unis et Europe) et des pouvoirs régionaux voisins (Arabie saoudite/Émirats arabes unis alliés à l'Égypte versus le Qatar allié à la Turquie). L'objectif des pays du Golfe est récent – religieux pour les Saoudiens (années 1980) puis concurrentiel afin de contrer l'émergence du Qatar et son influence dans la Corne (années 2000). La guerre au Yémen et les rivalités politiques entre les monarchies de la péninsule, notamment lorsque la crise du Golfe éclate en juin 2017, rehaussent l'intérêt stratégique de la région pour les pays du Golfe. Par ailleurs, ces événements ont des conséquences directes sur la stabilité des États de la Corne. Cette note de recherche a pour but d'analyser l'enchevêtrement croissant des enjeux de sécurité Corne/Péninsule/Golfe et les intérêts économiques que suscite la Corne.

SOMMAIRE

Introduction	3
La Corne de l'Afrique : un carrefour stratégique du système international	4
Stratégies d'influence et rivalités des pays du Golfe à la conquête de la Corne	6
Une <i>pax arabica</i> dans la Corne de l'Afrique ? Nouvelles menaces et opportunités pour ces États	12
Conclusion	17



Corne de l’Afrique et pays du Golfe

(© DGRIS – carte réalisée pour l’Observatoire Afrique de l’Est, précédemment publiée dans la Note analyse 4 de mars 2018)

INTRODUCTION

Le déclenchement de la guerre au Yémen par la coalition arabe emmenée par l'Arabie saoudite, le 26 mars 2015, catalyse les enjeux de sécurité et stratégiques entre la péninsule Arabique et la Corne de l'Afrique. La crise qui a éclaté, le 5 juin 2017, entre quatre pays membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG) – Arabie saoudite, Émirats arabes unis (EAU), Bahreïn et Qatar¹ plus l'Égypte – a attisé les tensions qui règnent entre les pays de la Corne, déjà touchés par de nombreux soubresauts politiques. Cette région a ainsi accueilli deux nouveaux États en l'espace de vingt ans : l'Érythrée (1993) et le Soudan du Sud (2011)².

Nous consacrerons le premier volet de cette note à mettre en relief le regain d'intérêt stratégique que suscite la mer Rouge comme enjeu de sécurité international, d'abord au travers de la lutte contre le terrorisme (fin de la décennie 1990 et début des années 2000), puis de la lutte contre la piraterie (au milieu de la décennie 2000) et enfin par les implications de l'arrivée de la Chine et des nouvelles routes de la soie. Dans le deuxième volet, nous analyserons les stratégies d'influence des pays du Golfe. La guerre au Yémen et la crise du Golfe engendrent une lutte sans précédent entre la nouvelle génération d'autocrates en place aux EAU, en Arabie saoudite et au Qatar notamment. Ils mènent une bataille rangée avec leurs alliés régionaux – l'Égypte pour les deux premiers et la Turquie pour le Qatar – afin de marquer leur domination sur la Corne. Le dernier volet montrera comment les pays de la Corne, plus courtisés que jamais, réagissent face aux appétits extérieurs multiples qui exacerbent les fragmentations (Somalie) mais suscitent aussi des espoirs de paix³ (*pax arabica*⁴).

1. Le Conseil de coopération du Golfe est composé des six monarchies de la péninsule Arabique : Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Oman et Qatar. Il a été créé le 25 mai 1981 à l'occasion du sommet inaugural des chefs d'État du CCG à Abu Dhabi.

2. Sonia Le Gouriellec, « Trois trajectoires de sécession dans la corne de l'Afrique : le Somaliland, l'Érythrée, le Soudan du Sud », *Sécurité globale*, 2011/4, n° 18, p. 95-106.

3. Sur la paix entre l'Érythrée et l'Éthiopie, voir Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, « Contre toute attente », *la paix entre l'Éthiopie et l'Érythrée. Causes, conséquences, scénarios*, Note de recherche n° 72, IRSEM, 6 mars 2019.

4. Alex de Waal, « Beyond the Red Sea: A new driving force in the politics of the Horn », *African Arguments*, juillet 2018.

LA CORNE DE L'AFRIQUE : UN CARREFOUR STRATÉGIQUE DU SYSTÈME INTERNATIONAL

Quatre « initiatives » extrarégionales vont faire de la Corne de l'Afrique un carrefour stratégique du système international contemporain : le lancement de la « guerre globale contre le terrorisme », la lutte contre la piraterie maritime, l'initiative des nouvelles routes de la Soie et la guerre au Yémen.

2001 : la « guerre globale contre le terrorisme » et la stratégie américaine dans la région

En septembre 2002, Washington décide d'ouvrir à Djibouti sa seule base permanente sur le continent, malgré le lobbying érythréen⁵. En effet, le gouvernement érythréen fait circuler un rapport intitulé *Why not Eritrea? (Pourquoi pas l'Érythrée ?)* et engage une politique de communication publique ferme pour solliciter une alliance avec les États-Unis, avec pour argument principal que l'Érythrée est le seul pays non arabe sur la mer Rouge (à l'exception d'Israël). Pourtant, le même mois, le président érythréen Issayas Afeworki cherche à faire entrer son pays dans la Ligue arabe au motif qu'il entretient des liens importants avec ses voisins arabes, ce qui révèle une fois de plus l'ambivalence du régime. Bien que le ministère de la Défense américain juge la proposition érythréenne intéressante, le pays disposant d'une longue bande côtière sur la mer Rouge, de deux ports, de facilités aériennes et d'un climat montagneux plus agréable qu'à Djibouti, il se méfie des tendances belliqueuses du président.

En 2006, la coalition déployée en Afghanistan rencontre des difficultés et la Corne de l'Afrique, qui pourrait devenir une zone de repli pour les djihadistes, inquiète l'administration américaine. La *Task Force 150* est déployée au nord de l'océan Indien dans le cadre de l'opération *Enduring Freedom* avec pour mission d'interdire l'exfiltration de terroristes de l'Afghanistan vers la péninsule Arabique ou la Corne de l'Afrique⁶. Les États de la région opèrent ainsi comme « facilitateurs » dans la lutte contre le terrorisme sous supervision américaine et l'Éthiopie devient un pilier régional dans ce combat. Le système international offre d'autres opportunités aux États de la région, comme nous allons le voir.

L'internationalisation de la lutte contre la piraterie maritime

En 2008, les États côtiers de la région sont au cœur de la lutte contre la piraterie. Bien que ce phénomène soit aussi ancien que le commerce maritime, il était jusque-là beaucoup

5. A. de Waal & A.H.A. Salam, *Islamism and its enemies in the Horn of Africa*, Indiana University Press, 2004, p. 236. L'ambassadeur d'Érythrée en France, Ahmed Dehli, rencontré le 2 mai 2006, n'a pas confirmé cet élément (il ne l'a pas nié non plus) et a réaffirmé l'indépendance de l'Érythrée et son souci de ne pas accueillir de troupes étrangères sur son sol.

6. Il s'agissait d'une coalition composée de dix bâtiments appartenant à huit pays : États-Unis, Grande-Bretagne, Pakistan, Allemagne, Espagne, Italie, France et Pays-Bas. Des bâtiments australiens, canadiens et néo-zélandais ont également participé à la *Task Force 150*.

plus répandu dans le détroit de Malacca et dans les eaux de l'Asie du Sud-Est, des Caraïbes et du golfe de Guinée. On ne peut donc pas vraiment parler d'une « renaissance », même dans une région comme le golfe d'Aden. Ce qui est en revanche exceptionnel dans le cas somalien, c'est la fréquence des attaques⁷, leur ampleur et la mobilisation internationale qu'elles provoquent afin de régler militairement un problème dont les acteurs, les parrains et les bénéficiaires sont à terre.

Plus de 40 pays ont participé à des opérations militaires de lutte contre la piraterie, à titre national ou au travers de coalitions telles que l'UE, avec l'opération Atalante, l'OTAN, avec l'opération *Ocean Shield* et la *Combined Task Force 151*. Dans le but de protéger un des axes de communication maritimes majeurs du commerce international, Djibouti est parvenu à jouer un rôle clé. Tout d'abord, tirant profit de sa fonction d'« État garnison » et de sa position géographique à l'entrée de la mer Rouge, le pays a accueilli les navires internationaux. La force navale multinationale *Combined Task Force 150*, déjà basée à Djibouti, se transforme en *CTF 151*, pour lutter contre la piraterie. Le petit territoire accueille également la base opérationnelle d'Atalante, la mission européenne. Depuis 2009, des contingents allemands et espagnols stationnent aussi à Djibouti, mais sans y avoir une base permanente. Djibouti devient en outre la base arrière de sociétés militaires privées de sécurité. Plus étonnant, la création d'une base japonaise pour lutter contre la piraterie : c'est la première fois, depuis 1945, que l'armée japonaise installe une base à l'étranger⁸. Ce ne sont là que les prémices d'un regain d'intérêt pour la mer Rouge.

L'internationalisation de la mer Rouge avec l'initiative chinoise des nouvelles routes de la soie

La sécurisation de cet espace maritime, vitale pour les pays de l'UE et le Japon, l'est également pour la Chine. Les États bordant le golfe d'Aden et la mer Rouge bénéficient d'une position géographique privilégiée au cœur de l'initiative chinoise des nouvelles routes de la soie⁹. À Djibouti, les projets chinois (ports, chemins de fer, routes, aéroports, zone franche...) représentent des investissements de près de 14 milliards de dollars entre 2012 et 2018. Le port de Doraleh est construit en moins de deux ans, et neuf autres projets de ports sont en cours de réalisation dans le pays. La construction s'effectue avec l'assurance que Djibouti est bien connecté avec son puissant voisin émergent, l'Éthiopie. L'entreprise chinoise EximBank a financé 70 % des 3,4 milliards de dollars d'investissements de la construction d'une ligne de chemin de fer entre les deux pays¹⁰. En Éthiopie, les entreprises chinoises ont investi environ 4 milliards de dollars dans des travaux d'infrastructures : nouvel aéroport, siège de l'Union africaine, périphérique, tramway... De fait, l'engouement chinois

7. Trois attaques en 2003, 2 en 2004, 35 en 2005, 15 en 2006, 31 en 2007, 111 en 2008, 153 en 2009 et 53 en 2010 selon le Bureau maritime international.

8. Sonia Le Gouriellec, « Base militaire à Djibouti : le paradoxe de la puissance japonaise », *Revue Défense nationale*, n° 734, novembre 2010.

9. Annoncé officiellement en 2013, le gouvernement chinois a choisi depuis septembre 2015 *The Belt and Road initiative* (raccourci de *The Silk Road Economic Belt and the 21st-Century Maritime Silk Road*) comme traduction.

10. Dans le même temps, la Chine a installé sa première base militaire à Djibouti pour sécuriser ses intérêts.

a de nombreuses implications sur la politique étrangère des États concernés et relance la compétition entre les puissances globales dans la région.

La guerre au Yémen, catalyseur du rapprochement entre la Corne et la péninsule

La guerre au Yémen a favorisé le rapprochement entre la Corne et la péninsule. La coalition arabe, inquiète de l'influence de l'Iran dans le conflit yéménite, s'emploie à éloigner le Soudan et l'Érythrée de cet adversaire en coupant les circuits d'approvisionnement entre la Corne et le Yémen¹¹. Ainsi, en 2015, l'Érythrée a accepté de louer les îles Hanish et les installations portuaires d'Assab aux Émirats arabes unis pour une durée de 30 ans dans le cadre de la signature d'un accord de sécurité entre les deux États¹².

Les pays de la Corne, qui ont des intérêts et des objectifs différents, ont su pendant deux décennies tirer profit des ressources que leur offrait le système international. Il existe peu d'études sur le rôle des gouvernements locaux dans ces initiatives extrarégionales – un constat qu'on peut d'ailleurs étendre au continent : « Le rôle et la position de l'Afrique dans les relations internationales ont souvent été étudiés en se concentrant sur le rôle et l'impact des acteurs extérieurs. Les tentatives pour faire entendre la voix du continent victimisent souvent le continent¹³... »

STRATÉGIES D'INFLUENCE ET RIVALITÉS DES PAYS DU GOLFE À LA CONQUÊTE DE LA CORNE

La diplomatie de médiation qatarie intervient dans les zones de conflit, notamment dans la Corne de l'Afrique, où le Qatar s'évertue à concurrencer le *soft power* religieux saoudien¹⁴. Depuis 1996, Doha diffuse par le biais de sa diplomatie proactive et de sa chaîne satellite, Al-Jazeera¹⁵, son *soft power* partout dans le monde arabo-islamique. Le Qatar crée des connexions et des réseaux en implantant des organisations caritatives chargées de concevoir des programmes d'aide au développement, largement relayés par Al-Jazeera. Doha devient ainsi incontournable au Soudan, où il est le premier État du Golfe à financer massivement des plans d'aide à ce pays alors totalement isolé par la communauté internationale. Durant

11. Harry Verhoeven, « The Gulf and the Horn: Changing Geographies of Security Interdependence and Competing Visions of Regional Order », *Civil Wars*, 2018, p. 1-25.

12. Emile Hokayem et David B. Roberts, « The War in Yemen », *Survival*, 2016, vol. 58, n° 6, p. 157-186.

13. Jo-Ansie van Wyck, « Africa in international relations: agent, bystander or victim? », in Paul-Henri Bischoff, Kwesi Aning et Amitav Acharya (dir.), *Africa in Global International Relations. Emerging approaches to theory and practice*, Routledge, 2016, p. 108.

14. L'Arabie saoudite a conçu son outil d'influence le plus efficace dans le monde par la voie de son *soft power* religieux. Il s'organise par l'intermédiaire d'ONG islamiques locales et internationales, dont la plus importante est la Ligue islamique mondiale (LIM) fondée en 1962. La LIM répand le projet salafiste panislamiste afin de défier le panarabisme nassérien dans les années 1960. Elle finance dans le monde entier, écoles, mosquées, instituts pour propager cette foi islamique. Par ailleurs, de grandes universités, telle celle de Médine ou la WAMY (Assemblée mondiale de la jeunesse musulmane), forment et financent étudiants et forums internationaux dans le monde entier. Voir Fatiha Dazi-Héni, *L'Arabie saoudite en 100 questions*, Paris, Tallandier, coll. « Texto », édition revue, 2018, question 20 : « Qu'est-ce que le *soft power* religieux de l'Arabie saoudite ? », p. 76-78.

15. Claire-Gabrielle Tallon, *Al-Jazeera : Liberté d'expression et pétromonarchie*, Paris, PUF, 2011.

les années 1990, l'Iran n'y est présent que par l'intermédiaire des Gardiens de la Révolution (Pasdaran) pour des raisons idéologiques et de guerre d'influence contre le royaume saoudien qui exporte son salafisme version wahhabite.

De fait, le Soudan rompt ses relations avec Téhéran en janvier 2016, exprimant sa solidarité avec l'Arabie saoudite dont l'ambassade et le consulat en Iran ont été saccagés à la suite de l'exécution d'un dignitaire chiite saoudien, Cheikh Nimr al-Nimr. Il s'allie à la coalition arabe emmenée par Riyad lors de la guerre au Yémen (mars 2015) où il envoie près de 6 000 hommes. Néanmoins, Khartoum refuse de choisir l'un ou l'autre camp et maintient ses relations avec Doha tout en contractant une alliance avec Riyad.

Les dates clés du revirement stratégique des pays du Golfe dans la Corne

L'évolution des stratégies d'influence des pays du Golfe, d'abord concurrents puis rivaux, s'accomplit en trois temps. Leurs rivalités s'exacerbent avec le déclenchement des printemps arabes : en Tunisie, en décembre 2010 ; puis, à partir de 2011, en Égypte, dominée par les Frères musulmans (FM) sous la courte présidence de Mohammed Morsi (mai 2012-3 juillet 2013), en Syrie, au Yémen et en Libye (mars 2011) où les révoltes ont viré tragiquement à la guerre civile et même à la guerre régionale pour le Yémen (mars 2015).

Toutefois, c'est surtout dans la Corne de l'Afrique que ces rivalités se concentrent, d'abord avec le déclenchement de la guerre au Yémen par la coalition arabe conduite par l'Arabie saoudite et son allié principal, les EAU, le 26 mars 2015. La guerre au Yémen devient le vecteur de la réorientation stratégique qui se met en place¹⁶, certes sous la houlette de l'Arabie saoudite, mais en réalité sous l'impulsion du général cheikh Mohammed Bin Zayed Al Nahyan (MBZ), prince héritier d'Abu Dhabi et militaire expérimenté, qui se fait fort d'ériger sa petite « Sparte du Golfe¹⁷ » en symbole de l'identité nationale émiratie¹⁸.

MBZ entreprend la conquête systématique des ports du golfe d'Aden. À l'occasion de la guerre au Yémen (juillet 2015), avec l'appui américain, l'armée émiratie s'empare des ports de Mukalla (situé dans la province du Hadramaout) puis de Shihr, à l'embouchure du détroit de Bab el-Mandeb qui sépare la Corne de la péninsule Arabique d'à peine 27 km. Début mai 2018, les Émirats profitent de ces succès pour occuper militairement l'île de Socotra au nom des « liens historiques et familiaux » invoqués par le ministre délégué aux Affaires étrangères émiraties, le Dr Anouar al-Gargash¹⁹. Cette action provoque la fureur du président Hadi que les EAU sont pourtant censés soutenir, selon la résolution 2216 votée au Conseil de sécurité de l'ONU le 14 avril 2015. C'est pourquoi l'armée saoudienne se

16. Gérard Prunier, « Corne de l'Afrique dans l'orbite de la guerre au Yémen », *Le Monde diplomatique*, septembre 2016.

17. « The United Arab Emirates: The Gulf's little Sparta », *The Economist*, 8 avril 2017.

18. Un ancien ambassadeur de France aux Émirats arabes unis aujourd'hui à la retraite nous confiait : « Lorsque je me souviens de l'une de mes rencontres avec le prince Mohammed Bin Zayed Al Nahyan, à l'époque chef d'état-major de l'armée des Émirats arabes unis, armée qu'il avait fusionnée en une seule armée fédérale à la suite du ralliement de Dubaï en 1997, je suis aujourd'hui frappé par la constance qui a habité ce prince lorsqu'il me confiait que son ambition était de faire que les Émiratis ne s'identifient pas seulement à leur identité musulmane et tribale mais à leur identité émiratie dans un pays où 90 % de la population est étrangère », février 2019, Paris.

19. Référence à un tweet d'Anouar al-Gargash daté du 4 mai 2018.

déploie très vite à Socotra pour soutenir le président Hadi et dissiper la forte tension avec Abu Dhabi.

La stratégie émiratie de conquête des ports de la mer Rouge et des côtes yéménites suscite des conflits d'intérêts au sein même de la coalition, avec le gouvernement légitime yéménite comme avec l'allié primordial saoudien.

Si les EAU enregistrent des succès, ils subissent aussi de sérieux revers : à Djibouti d'abord, avec la rupture des relations diplomatiques en avril 2016 et la dénonciation par Djibouti du contrat avec la base logistique portuaire géante dubaïote DP World's, pourtant implantée depuis 2006 pour développer le port de Doraleh.

Le troisième temps fort est marqué par le déclenchement de la crise du Golfe. Le 5 juin 2017, l'Arabie saoudite, les EAU, le Bahreïn et l'Égypte annoncent qu'ils rompent leurs relations diplomatiques avec le Qatar, accusé officiellement de soutien au terrorisme et de collusion avec l'Iran. Dans la foulée, Saoudiens, Émiratis, Bahreïnais et Égyptiens ferment leurs espaces aérien, maritime et même terrestre. Une véritable guerre pour isoler le Qatar est déclarée, avec des effets collatéraux sur les partenaires vulnérables de ces États. Cette crise entraîne une confrontation politico-idéologique entre les partisans des courants inspirés de l'idéologie des Frères musulmans (Qatar, Turquie et Soudan) et leurs détracteurs, tels que les EAU : le prince héritier MBZ prône même l'éradication de ces courants qu'il considère comme la racine du radicalisme islamique, ainsi que nous l'ont expliqué plusieurs éminents représentants de think tanks émiratis²⁰.

L'Arabie saoudite souscrit à cette analyse depuis la fin du règne du roi Abdallah : Riyad a classé, en mars 2014, les FM comme une organisation terroriste au même titre qu'AQPA, l'EI, le Hezbollah ou le mouvement rebelle Houthi. Le jeune prince héritier Mohammed Bin Salman (MBS) partage la vision de son mentor émirati, MBZ. Celle-ci est néanmoins tempérée en Arabie saoudite par le roi Salman, plus pragmatique et moins exclusiviste que son fils et l'homme fort des Émirats, notamment sur la question du parti yéménite al-Islah (parti hybride d'essence salafiste mais avec des idées d'inspiration frériste tout comme les *Sahwa* en Arabie saoudite dont les leaders sont presque tous en prison depuis octobre 2017)²¹.

L'Égypte du président al-Sissi est bien sûr partie prenante de ce groupe anti-FM que le Bahreïn, obligé de s'aligner sur l'axe saoudo-émirati, s'est résigné à rejoindre. En effet, la dynastie bahreïnie Al Khalifa a bénéficié de l'appui militaire de Riyad et d'Abu Dhabi via le bras armé du CCG, le Bouclier de la péninsule, le 14 mars 2011, afin d'empêcher que le soulèvement majoritairement chiite ne triomphe et dans le but de maintenir au pouvoir la famille régnante sunnite à la légitimité régulièrement contestée.

20. Entretiens avec le Dr Rachid al-Nuaimi, président du Hedayah Center (countering violent extremism), du Dr Ibtesam al-Ketbi, présidente de l'Emirates Policy Center, du Dr Jamal Sanad al-Suweïdi, président de l'Emirates Center for Strategic Studies and Research et Mohammed Baharoon, directeur général de B'huth (Dubai Public Policy Research Center), mars 2018, Abu Dhabi et Dubaï.

21. Le roi Salman avait ainsi le 13 décembre 2017 dirigé une rencontre entre les cadres du parti yéménite d'inspiration FM al-Islah en présence du prince héritier d'Abu Dhabi et de son fils, MBS. Le roi Salman considère qu'al-Islah est un acteur local incontournable afin de lutter plus efficacement contre la menace primordiale qui est celle des Houthis qu'il considère comme étant la cinquième colonne à la solde de Téhéran.

Des calculs opportunistes et rivaux des pays du Golfe aux stratégies d'influence concertées : l'axe Abu Dhabi-Riyad versus Ankara-Doha dans la Corne

Les politiques opportunistes à court terme des États du Golfe qui monnayent leur influence et considèrent leurs alliés africains comme des clients²², maintiennent les pays de la Corne dans leur dépendance par le biais des investissements, du commerce et de la politique migratoire. Les États du Golfe sont eux-mêmes soumis à l'instabilité des cours du pétrole qui limitent toute projection stratégique et économique sur le long terme, comme le démontre *Riyal Politik*²³, une analyse d'économie politique du centre d'études internationales néerlandais. L'arrivée de la Chine dans la zone offre aux États de la Corne une alternative aux « patrons » du Golfe.

Cette nouvelle donne politique, associée au conflit au Yémen et à la crise du Golfe, divise les États en deux camps. D'une part, l'axe saoudo-émirati qui a le vent en poupe, notamment depuis son rôle actif dans l'accord de paix entre l'Éthiopie et l'Érythrée signé à Djeddah le 16 septembre 2018²⁴ ; d'autre part, l'axe qatari-turc, dont l'influence dans la Corne est mise en difficulté par l'entente stratégique émirato-saoudienne, qui s'emploie à s'implanter dans une région cruciale pour le contrôle de la mer Rouge par le détroit de Bab el-Mandeb.

Chaque camp élabore et structure ses actions sur le long terme comme en un grand jeu stratégique. Alors que les EAU se concentrent sur la conquête militaire des ports, l'Arabie saoudite qui se tient davantage en retrait, assure aux EAU la profondeur stratégique dont ce petit pays enclavé du golfe Persique a besoin pour se projeter au Sud-Yémen et sur la mer Rouge.

Par cette stratégie de conquête des ports de la mer Rouge, Abu Dhabi anticipe le déclassement stratégique du port de Djebel Ali, situé dans l'émirat de Dubaï et fleuron de la fédération pendant les 25 dernières années. Son avenir est menacé par l'expansion de nouveaux ports mieux placés dans l'océan Indien : Gwadar au Pakistan (financé par la Chine), Chabahar en Iran (développé par l'Inde), Duqm sur la côte d'Oman en mer d'Arabie (avec d'importants investissements chinois également), et même King Abdullah Economic City situé sur la mer Rouge et que MBS souhaite agrandir.

Si un certain nombre de conflits d'intérêts subsistent entre les EAU et l'Arabie saoudite, tel le contentieux frontalier bilatéral terrestre qui n'est toujours pas résolu en raison de la présence d'un gisement gazier, ils sont pour l'heure mis de côté. De même, les approches et les objectifs dans la guerre au Yémen ne sont pas toujours compatibles. Les Émiratis se consacrent à leurs conquêtes portuaires au sud et à l'ouest du Yémen tandis que les

22. Roland Marchal, *Mutations géopolitiques et rivalités d'États : la Corne de l'Afrique prise dans la crise du Golfe*, Observatoire Afrique de l'Est. Enjeux politiques et sécuritaires, CERI, Sciences-Po/Cedej Khartoum, Note d'analyse 4, mars 2018.

23. Jos Meester, Willem Van den Berg, Harry Verhoeven, *Riyal Politik. The political economy of Gulf investments in the Horn of Africa*, CRU Report, avril 2018.

24. *The United Arab Emirates in The Horn of Africa*, Crisis Middle East Group Briefing, n° 65, 6 novembre 2018.

Saoudiens cherchent à affaiblir durablement les rebelles Houthis qui menacent directement la sécurité de leur territoire depuis le déclenchement de la guerre au Yémen (26 mars 2015)²⁵.

Cependant, force est de constater que la mise en place d'une stratégie concertée pour réduire les tensions entre les ennemis d'hier dans la Corne et rapprocher les points de vue de l'Égypte, du Soudan et de l'Éthiopie est efficace. De plus, la volonté conjointe forte de Riyad et d'Abu Dhabi de s'opposer à l'emprise des rebelles Houthis sur des sites stratégiques, comme les ports de Hodeïda et de Mokha et des îlots donnant accès au détroit de Bab el-Mandeb, l'emporte sur les différences d'approches susceptibles d'apparaître en cas de négociations de paix globale au Yémen – une perspective à court terme très peu probable.

Si cette stratégie interroge au premier abord, elle n'est pas dénuée de cohérence. Par exemple, les revers enregistrés par les Émirats à Djibouti et en Somalie sont compensés par la position en retrait mais très complémentaire de l'Arabie saoudite, davantage incarnée par le roi que par son dauphin, et garante des bonnes relations avec Djibouti comme avec la Somalie, dont les dirigeants se sont rendus à plusieurs reprises dans le royaume. Pour renforcer cette nouvelle dimension géostratégique de la diplomatie régionale saoudienne, un ministre d'État chargé des Affaires africaines, Ahmed Abd al-Aziz Qattan, a été nommé en mars 2017. Cet ancien et très influent ambassadeur en Égypte a été choisi parce qu'il est très au fait des problématiques sécuritaires et économiques de la Corne²⁶.

Cette stratégie coordonnée saoudo-émiratienne fonctionne bien. Liée au conflit au Yémen, elle est bien sûr motivée au premier chef par la volonté d'écarter à tout prix l'Iran de cette zone stratégique mais également par la stratégie rivale du Qatar et de la Turquie dans leur quête d'influence, notamment sur les pays de la Corne.

L'axe Ankara-Doha combine d'importants investissements et contrats commerciaux, une présence humanitaire via des ONG islamiques et l'aide au développement et à l'entrepreneuriat. La Turquie est en outre le quatrième partenaire économique de l'Éthiopie. Ankara et Doha ont développé la même stratégie d'implantation au Soudan et en Somalie.

Néanmoins, la guerre au Yémen risque de sévir encore longtemps et la crise du Golfe a durablement affecté la confiance entre les leaders émirati, qatari et saoudien au point qu'il est vain d'imaginer une réconciliation au sein du CCG. Cette institution intergouvernementale a pourtant constitué le pacte régional le plus résilient du monde arabe depuis sa création en mai 1981. Le CCG est aujourd'hui traversé par la crise la plus grave de son existence. Les rivalités idéologiques, portées par des autocrates qui incarnent les ambitieuses politiques d'influence de leurs pays dans les régions de la Corne, de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, sommées de choisir leur camp, semblent irréconciliables.

25. Fatiha Dazi-Héni, *L'Arabie saoudite en 100 questions, op. cit.*, question 72 : « Quelles sont les forces et les faiblesses de l'axe Riyad-Abu Dhabi dans le Golfe ? », p. 234-236 et question 83 : « En quoi les dégâts de la guerre au Yémen peuvent-ils à terme fragiliser l'axe saoudo-émirati dans le Golfe ? », p. 266-268.

26. *Ibid.*, question 84 : « Pourquoi le continent africain devient-il un enjeu stratégique pour le leadership saoudo-émirati ? », p. 269-272.

La personnalisation des pouvoirs monarchiques du Golfe : facteurs aggravants des rivalités et stratégies d'influence régionales

La quasi-généralisation de la personnalisation des pouvoirs monarchiques du Golfe (à l'exception du Koweït et du Bahreïn où aucune figure n'incarne individuellement l'État), ajoutée au changement générationnel et de culture politique des nouveaux leaders, ouvre un nouveau chapitre des relations interrégionales et internationales dans le Golfe.

Le Qatar est, comme le montre Mehran Kamrava, le premier pays du Golfe dont la politique étrangère a été incarnée par deux individus, l'émir Hamad et son compère Hamad Bin Jassem (HBJ) : « Au Qatar, les dirigeants ne se contentent plus de remplacer les institutions, désormais ils les incarnent²⁷. » Ils déploieront cette stratégie d'influence en la personifiant durant vingt années, jusqu'à l'abdication de l'émir Hamad, le 25 juin 2013, en faveur de son fils Tamim. Le jeune émir fait face à une hostilité sans précédent de ses concurrents du Golfe depuis le début de la crise avec l'émirat (5 juin 2017)²⁸.

Cette hostilité entre quatre États membres du Conseil de coopération du Golfe (Arabie saoudite, EAU, Bahreïn et Qatar plus l'Égypte) revêt une ampleur inédite en raison de la personnalisation exacerbée des régimes monarchiques du Golfe. Ceux-ci sont traditionnellement structurés selon un modèle horizontal et dynastique, où la famille exerce un pouvoir collégial, contrairement aux deux autres monarchies arabes, le Maroc et la Jordanie, où les membres de la famille n'ont qu'un rôle protocolaire²⁹. Aujourd'hui, ces monarchies sont de moins en moins dynastiques et davantage personnalisées et incarnées par des individus charismatiques, tel le sultanat d'Oman qui est la monarchie la plus absolue de la région³⁰. Son sultan s'est toutefois illustré comme « despote éclairé » par sa stratégie de médiation entre les rives persique et arabe du Golfe³¹ et sa médiation entre les États-Unis et l'Iran depuis que les deux États n'entretiennent plus de relations diplomatiques.

En ce qui concerne les EAU, l'embolie cérébrale dont a été victime en 2014 le président de la Fédération, cheikh Khalifa Bin Zayed Al Nahyan, favorise l'emprise et le contrôle total des pouvoirs par son demi-frère, le puissant prince héritier d'Abu Dhabi, Mohammed Bin Zayed (MBZ). Il fait office de mentor pour son jeune pair saoudien, le prince héritier Mohammed Bin Salman (MBS), dont l'irrésistible ascension est orchestrée par son père, le roi Salman, intronisé le 23 janvier 2015, qui le désigne comme son dauphin après la révolution de palais du 22 juin 2017. Ce faisant, il évince son neveu Mohammed Bin Nayef, ancien homme fort du royaume et ennemi intime de MBZ, et soumet le royaume saoudien à un pouvoir vertical qui permet à son héritier d'en détenir tous les leviers.

La crise du Golfe – qui affecte avec une ampleur sans précédent les relations entre des régimes monarchiques « frères » et membres d'un même pacte régional (le CCG) – est

27. Mehran Kamrava, *Qatar: Small State, Big States*, Ithaca/Cornell University Press, 2013.

28. Fatiha Dazi-Héni, *L'Arabie saoudite en 100 questions*, op. cit., question 71 : « Pourquoi la crise avec le Qatar sonne-t-elle le glas du CCG ? », p. 231-233.

29. Fatiha Dazi-Héni, *Monarchies et sociétés d'Arabie. Le temps des confrontations*, Paris, Presses de Sciences Po, 2006.

30. Marc Valéri, *Le Sultanat d'Oman. Une révolution en trompe-l'œil*, Paris, Karthala, 2007.

31. Fatiha Dazi-Héni, *Oman : Défis intérieurs et enjeux régionaux dans la perspective de l'après-Sultan*, Note de recherche n° 41, IRSEM, 21 juillet 2017.

directement liée à ces pouvoirs devenus idiosyncratiques, pour reprendre le terme de Bernard Haykel³².

Ces pouvoirs se définissent désormais par le fait que ce sont les intérêts personnels et les ego qui déterminent la politique étrangère de ces pays. Comme Khaled al-Mezaini et Jean-Marc Rickly le développent dans leur ouvrage, les leaders « incarnent les États qu'ils dirigent³³ ».

Cette évolution permet de comprendre le caractère agressif et personnalisé de la crise qui sévit dans le Golfe depuis juin 2017 et qui se prolonge avec des incidences significatives sur les stratégies d'influence menées par chaque pays du Golfe dans les États de la Corne. Ceux-ci subissent ainsi de plein fouet les conséquences fâcheuses de la brouille intergolfienne qui s'étend au continent africain avec l'immixtion de l'Égypte dans la crise. État arabe central de l'équation régionale entre la Corne et le Golfe, l'Égypte a joué un rôle clé aux côtés de l'émirat d'Abu Dhabi dans l'envenimement de la crise qui a éclaté avec le Qatar³⁴ en raison de la volonté du président al-Sissi d'éradiquer les FM d'Égypte, volonté qu'il partage avec son allié émirati.

Non seulement, Le Caire est très impliqué dans la crise du Golfe aux côtés de ses principaux alliés et bailleurs de fonds, Riyad et Abu Dhabi, mais l'Égypte entretient aussi des relations traditionnellement tumultueuses avec les deux géants de la Corne, le Soudan (à cause de son soutien aux FM) et l'Éthiopie (en raison du contentieux sur l'eau et de son soutien au régime érythréen). Cependant ces deux pays, pour des raisons différentes, souhaitent se concerter davantage. Une rencontre tripartite a eu lieu en marge du sommet de l'Union africaine qui s'est tenu à Addis-Abeba les 9 et 10 février 2019.

UNE PAX ARABICA³⁵ DANS LA CORNE DE L'AFRIQUE ? NOUVELLES MENACES ET OPPORTUNITÉS POUR CES ÉTATS

La Corne de l'Afrique est depuis longtemps le carrefour où s'affrontent les rivalités des puissances globales. À ce titre, la bataille pour le contrôle des ports³⁶ de la mer Rouge, décrite plus haut, contribue à redéfinir les alliances et les antagonismes. L'engagement des puissances extrarégionales modifie la répartition des pouvoirs, créant à la fois de nouvelles menaces et de nouvelles opportunités pour les États de la Corne. Compte tenu de l'intérêt croissant des acteurs du Golfe pour les zones géographiques stratégiques bordant la mer Rouge et le golfe d'Aden, les États de la Corne de l'Afrique ont tenté d'exploiter cette nouvelle dynamique. Ils ont profité du remaniement des alliances politiques dans le Golfe pour consolider leurs régimes, défendre et poursuivre leurs intérêts stratégiques.

32. Bernard Haykel, « Qatar's Foreign and Security Policy », Norwegian Peacebuilding Resource Centre, février 2013.

33. Khalid al-Mezaini et Jean-Marc Rickly, *The UAE and Foreign Policy: Foreign Aid, Identities and Interests*, Londres, Routledge, 2012. Pour le cas saoudien, voir Fatiha Dazi-Héni, *L'Arabie saoudite en 100 questions*, op. cit.

34. Extrait d'un entretien avec un diplomate saoudien à la retraite qui a exercé comme haut fonctionnaire dans la section politique du siège du Conseil de coopération à Riyad, décembre 2017.

35. Alex de Waal, « Beyond the Red Sea: A new driving force in the politics of the Horn », op. cit.

36. Gérard Prunier, « La Corne de l'Afrique dans l'orbite de la guerre au Yémen », *Le Monde diplomatique*, septembre 2016.

Une relation de dépendance économique entre les deux régions

L'Éthiopie, qui aspire à devenir un hégémon régional, s'est rapprochée des pays du Golfe³⁷ dans ce but. Bien qu'au niveau international elle ait réussi à se donner l'image de pourvoyeur de sécurité et de premier contributeur de troupes de maintien de la paix, elle n'est pas considérée comme un acteur légitime par ses voisins. Défini dès 2002 dans le *Foreign Affairs and National Security Policy and Strategy* (sorte de Livre blanc de la politique étrangère et de sécurité), l'objectif principal de la diplomatie éthiopienne est le développement économique, conçu comme le seul moyen d'éviter la disparition du pays et le fondement de sa politique de sécurité³⁸. Le nouveau Premier ministre Abiy s'emploie à l'atteindre.

Le facteur économique pèse lourd sur les transformations en cours et sur le rapprochement avec les pays du Golfe. Abiy Ahmed s'est engagé dans une nouvelle politique afin d'asseoir son autorité et sa légitimité sur le plan régional. En 2018, il est devenu le premier chef de gouvernement Oromo dans un pays où la minorité tigréenne tient les leviers du pouvoir depuis le début des années 1990. L'une de ses principales réformes a été de libéraliser l'économie dont, jusque-là, l'État avait toujours été un acteur important. S'il existait des entreprises privées, leur conseil d'administration était composé essentiellement de membres du parti au pouvoir, le TPLF (Front de libération des peuples du Tigré) et de hauts fonctionnaires. L'État, investisseur principal, gardait le contrôle sur le secteur financier et les télécoms, et le secteur privé n'était encouragé que lorsqu'il répondait aux priorités définies par le gouvernement. Les mouvements sociaux qui s'enchaînent et rassemblent de façon inédite Oromos et Amharas dénoncent justement la non-répartition des richesses issues du développement du pays.

En dépit de l'une des plus fortes croissances économiques du continent, le pays subit une crise monétaire importante. La stabilité de sa monnaie a été assurée de justesse grâce à un versement de 3 milliards de dollars effectué par les Émirats arabes unis. Néanmoins, l'Éthiopie tente de garder tant bien que mal son autonomie face à l'État fédéral émirati et pratique un habile jeu diplomatique avec les États de la péninsule. Ainsi, en 2008, elle rompt ses relations diplomatiques avec le Qatar avant de les rétablir en 2012. C'est également le pays de la région qui bénéficie du plus large pourcentage d'investissements directs turcs. Quand Abiy a commencé à évoquer la privatisation et la libéralisation économiques, les EAU y ont vu l'opportunité d'investir.

L'une des nombreuses contraintes qui pèsent sur la croissance de l'Éthiopie est son manque d'accès à la mer et, par conséquent, sa dépendance envers Djibouti, seul débouché pour ses exportations. Les contrats de gestion de ports récemment signés par les EAU dans la région pourraient l'aider à diversifier ses points d'accès maritimes. D'ailleurs, en mars 2018, DP World a annoncé qu'Addis-Abeba prendrait 19 % du capital du port de Berbera au

37. Sonia Le Gouriellec, « Ethiopia, an 'imperfect hegemon' in the Horn of Africa », *International Affairs*, vol. 94, n° 5, septembre 2018, p. 1059-1075.

38. Daté de 2002, ce document reste pertinent pour trois raisons. Il propose une analyse globale et sur le long terme des objectifs du régime ; tous nos interlocuteurs continuent de s'y référer ; enfin, ce document a été complété par un bilan en 2012 intitulé : « Ethiopia's Foreign Policy and its Achievements ».

Somaliland. Si Abiy Ahmed réussit à rétablir l'ordre intérieur, l'Éthiopie pourrait reprendre la main et devenir l'hégémon régional qu'elle aspire à être.

***Pax arabica*, « paix importée », « paix sous influence » : quelles perspectives pour les États de la Corne de l'Afrique ?**

L'accord de paix entre l'Érythrée et l'Éthiopie a été encouragé et soutenu par de nombreuses puissances extérieures. L'ancien sous-secrétaire d'État aux affaires africaines et actuel ambassadeur américain en Somalie, Donald Yamamoto, aurait joué un rôle déterminant dans ce rapprochement historique³⁹ auquel les EAU et l'Arabie saoudite ont également largement contribué. Le président érythréen s'est rendu à plusieurs reprises dans les deux pays avant le début de l'accord (voir en annexe la chronologie). Alex de Waal souligne que la *pax arabica* remplace la *pax americana* dans la région mais qu'elle ne peut être que provisoire : « Une *pax arabica* fondée sur l'argent des pays du Golfe pourrait émerger temporairement... Aujourd'hui, les Émirats arabes unis ont un besoin urgent d'alliés sur la côte africaine. Si leur guerre au Yémen crée cette configuration, elle ne se fonde pas sur un ordre pacifié durable⁴⁰. »

Il faut néanmoins considérer que cette opération est surtout motivée par l'embourbement des EAU et de l'Arabie saoudite dans la guerre au Yémen et destinée à corriger sur la scène internationale leur image désastreuse due aux dommages humanitaires causés par ce conflit. En effet, l'opinion publique et la communauté internationale exercent des pressions sur la coalition arabe au Yémen dominée par l'axe saoudo-émirati pour faire cesser les combats⁴¹.

La part prise par les États du Golfe dans le processus de pacification se traduit par la marginalisation de Djibouti : l'apaisement des relations entre Addis-Abeba et Asmara ouvre à l'Éthiopie d'autres ports. Le président djiboutien Ismaïl Omar Guelleh est le grand absent des reconfigurations actuelles alors même que son pays s'est érigé en médiateur, garant de la paix et de la stabilité dans une région troublée par les conflits. La recomposition des alliances semble s'opérer sans que Djibouti soit vraiment à la manœuvre. De nombreux accrochages entre le président djiboutien et MBZ, dont le plus important est la nationalisation du port de Djibouti en 2018, peuvent expliquer cette marginalisation. En effet, en 2014, les autorités de Djibouti ont porté plainte contre l'opérateur DP World qui avait pourtant investi 400 millions de dollars pour construire un terminal géré par Doraleh Container Terminal. Cette société était détenue à hauteur de 66 % par l'autorité portuaire djiboutienne et à 33 % par l'opérateur émirati. Néanmoins, le gouvernement de Djibouti accuse DP World d'avoir versé illégalement plusieurs millions de dollars de commissions occultes à Abdourahman Boreh, président de l'autorité des ports et zones franches de 2003 à 2008.

39. Gérard Prunier dans « La mer Rouge peut-elle s'embraser ? », *Géopolitique, Le débat*, 9 mars 2018.

40. Alex de Waal, « Beyond the Red Sea: A new driving force in the politics of the Horn », *op. cit.*

41. Le Sénat américain a voté le 14 mars 2019 la fin du soutien militaire américain à la coalition arabe dans sa guerre au Yémen. La résolution pourrait être adoptée par la Chambre des représentants mais le président Trump pourrait y opposer son veto.

Ancien proche du président Guelleh, Abdourahman Boreh est accusé de fraude fiscale et de détournement de fonds publics. Il s'est réfugié à Dubaï, qui a refusé les diverses demandes d'extradition émises par Djibouti. En février 2017, le gouvernement djiboutien a été débouté de sa demande de résiliation unilatérale auprès d'une instance arbitrale à Londres. Aussitôt, le gouvernement djiboutien a promulgué une loi spécifique lui permettant de résilier unilatéralement, pour cause d'intérêt national, des contrats publics liés à la réalisation de grandes infrastructures. En février 2018, à la veille des élections législatives, le gouvernement djiboutien annonce qu'il met un terme, unilatéralement, au contrat de concession, signé en 2006 pour une période de 30 ans, avec DP World.

Cependant, l'appui massif de la Chine, qui a fait de Djibouti l'une des pièces maîtresses de son initiative des nouvelles routes de la soie, a donné au pays une profondeur stratégique. Il revient à la diplomatie djiboutienne de rassurer ses partenaires traditionnels, comme les États-Unis échaudés par l'installation d'une base chinoise à proximité de la leur.

Dans tous les États de la région des défis systémiques restent à relever. Il est trop tôt par exemple, selon Jean-Nicolas Bach et Jeanne Aisserge⁴², pour évoquer une démocratisation de l'Éthiopie bien qu'on puisse y observer « une décompression autoritaire ». Il convient de nuancer le propos sur les transformations en cours. Certes, le nouveau Premier ministre est charismatique. Il communique de façon efficace en multipliant les discours apaisants et conciliateurs, bien accueillis par la population. Peut-on parler d'une victoire des mouvements contestataires sans élections ni changement de régime ? S'agit-il d'une véritable rupture et d'une transformation en profondeur du régime ou d'une stratégie destinée à reconquérir les bailleurs internationaux et susciter l'enthousiasme populaire afin de sauver un régime au bord du gouffre ?

Abiy prépare les prochaines élections, qui se tiendront en 2020, en renversant le jeu politique, notamment en libérant des prisonniers politiques et en accordant davantage de place aux partis de l'opposition. Cette reconfiguration du jeu politique provoquant l'hostilité d'une partie de l'oligarchie au pouvoir, le nouveau Premier ministre devra apaiser les tensions. Un retour de la violence n'est pas exclu, d'autant que les arrestations de caciques corrompus du régime se multiplient. De même, des nominations et des changements importants ont eu lieu au sein de l'état-major et des services de renseignement. Étant lui-même un produit du système, issu des services de renseignement, Abiy est jusque-là parvenu à contrer les tentatives de déstabilisation.

L'Érythrée est actuellement l'inconnue de l'équation régionale. Si le temps de la paix est enfin venu, les rouages du système politique érythréen n'ont plus lieu d'être. Le pays est considéré depuis vingt ans par le système international comme un État totalitaire, un État paria, ou encore un État récalcitrant. En effet, après le refus éthiopien d'appliquer la décision de 2002 et de retirer ses troupes d'une partie du territoire érythréen, le régime s'est refermé sur lui-même avec un mode de fonctionnement paranoïaque⁴³. La constitution n'est pas appliquée, le président n'est pas élu, l'Assemblée nationale ne s'est pas réunie depuis

42. Jeanne Aisserge et Jean-Nicolas Bach, *L'Éthiopie d'Abiy Ahmed Ali : une décompression autoritaire*, Observatoire de l'Afrique de l'Est (CEDEJ Khartoum-Sciences Po CERI), novembre 2018.

43. Les publications ne manquent pas sur la consolidation autoritaire du régime érythréen : International Crisis Group, *Eritrea: The Siege State*, Africa Report, n° 163, 21 septembre 2010 ; Jean-Baptiste Jeangène Vilmer et Franck

2002 et la presse n'est pas libre. Un service national obligatoire, mis en place pour faire face aux menaces extérieures, provoque une véritable hémorragie migratoire des jeunes en direction des pays voisins et de l'Europe. La rétrocession par l'Éthiopie de la ville symbolique de Badme a constitué un geste politique considérable qui a permis d'ouvrir le dialogue. Il est intervenu à une période où le régime commençait à sortir de son isolement international tout en maintenant la scène politique intérieure fermée.

Les Émirats arabes unis ont fourni des ressources économiques et militaires vitales à la survie du régime. Cependant, le président érythréen Issayas Afeworki est âgé et les contestations internes se multiplient. Il a intérêt à s'engager dans une nouvelle logique : reprendre place dans le jeu international, développer les potentialités économiques du pays afin d'affaiblir ses ennemis intérieurs et préparer sa succession. Avec ce processus de paix, l'obstination d'Issayas Afeworki semble avoir payé : il redevient le maître de la partie de billard à plusieurs bandes qui se joue actuellement dans la Corne de l'Afrique. Reste que le pays est très opaque et qu'il est difficile d'analyser les jeux de pouvoir en cours. Le contrôle de la population ne se justifiant plus, comment le régime va-t-il évoluer ? Il est trop tôt pour répondre à ces questions : un régime totalitaire peut-il changer de façon endogène ? Va-t-on observer une évolution du régime totalitaire en régime autoritaire, une « décompression », ou bien seulement un changement dans le régime totalitaire – une ouverture diplomatique ne s'accompagnant pas nécessairement d'une ouverture de régime ?

Enfin, ce rapprochement entre les États des deux régions pourrait une nouvelle fois s'accomplir aux dépens de la stabilité de la Somalie où les dommages régionaux induits par les rivalités entre pays du Golfe ont été clairement mis en évidence⁴⁴. Les frictions entre les pays du Golfe et le gouvernement du président somalien Mohamed Abdullahi Mohamed dit « Farmajo » ont exacerbé les tensions sur la répartition du pouvoir et des ressources entre Mogadiscio et les États fédérés. Les EAU mettent la pression sur la Somalie pour qu'elle prenne position dans la crise qui secoue le Golfe. Or les Somaliens ont toujours choisi la neutralité, en raison du financement présumé de la campagne électorale du président somalien par Doha et la présence de défenseurs de la cause qatarienne dans le pays. Depuis, la tension n'a cessé de monter⁴⁵. Les EAU ont stoppé l'activité d'un hôpital qu'il finançait à Mogadiscio et mis fin à leur programme de coopération militaire. En septembre 2018, le Parlement européen a mis en garde les EAU contre toute tentative de déstabilisation de la Somalie. En réponse, les EAU ont renforcé leurs liens avec les États fédérés de Somalie au risque de fragiliser le processus de construction de l'État fédéral.

Gouéry, *Érythrée, un naufrage totalitaire*, PUF, 2015 ; Martin Plaut, *Understanding Eritrea: Inside Africa's Most Repressive State*, Oxford University Press, 2017, etc.

44. Sonia Le Gouriellec, « La Turquie en Somalie : un concurrent à l'approche globale de l'Union européenne », in Maurice de Langlois (dir.), *L'Approche globale de l'Union européenne en Somalie*, Étude de l'IRSEM n° 35, 2014 ; Barouk Mesfin, « Qatar's diplomatic incursions into the Horn of Africa », *East Africa Report*, n° 8, Institute for Security Studies, novembre 2016.

45. International Crisis Group, *The United Arab Emirates in the Horn of Africa*, Briefing n° 65, novembre 2018.

CONCLUSION

L'interdépendance croissante des enjeux de sécurité entre la Corne de l'Afrique et la péninsule Arabique n'implique pas l'égalité entre les États : les pays de la Corne restent en retrait par rapport aux riches États de la péninsule. Les efforts déployés par le duopole saoudo-émirati sont liés à leur enlèvement dans la guerre au Yémen, entrée dans sa cinquième année en mars 2019. En outre, le caractère très personnalisé de la crise du Golfe, dont les ambitions et les stratégies d'influence des dirigeants sont déterminées par des ego poussés à leur paroxysme, n'incite pas à percevoir les prémices d'une architecture de sécurité collective globale et concertée en mer Rouge. Cependant, l'annonce faite au mois de décembre 2018 par le roi Salman de sa volonté d'établir un « pacte » des pays riverains de la mer Rouge – à l'exception d'Israël et de l'Érythrée qui demeure en retrait – mérite toute notre attention. Ce projet de sécurisation de la mer Rouge reprend une vieille idée égyptienne, d'où la méfiance des Égyptiens face à sa réappropriation par le royaume saoudien.

Endettés, les États de la Corne ne sont pas en position de force pour négocier avec les pays du Golfe qui, par leur soutien au processus de réconciliation, renforcent leur influence sur la région. Selon Alex de Waal, la *Pax arabica* remplacerait la *Pax Americana* malgré les limites que cette dernière a connues dans la région⁴⁶.

CHRONOLOGIE DES VISITES DIPLOMATIQUES ENTRE LES ÉTATS DE LA CORNE DE L'AFRIQUE ET LES PAYS DU GOLFE EN AMONT DE L'ACCORD DE PAIX ENTRE L'ÉTHIOPIE ET L'ÉRYTHRÉE

- Mai 2018 : Visite d'Abiy Ahmed à Abu Dhabi un mois et demi seulement après son élection (Éthiopie → EAU).
- Juin 2018 : Le prince héritier émirati se rend à Addis-Abeba (EAU → Éthiopie). Accord de 3 milliards de dollars (1 milliard d'aide + 2 milliards de promesses d'investissements).
- Juillet 2018 : Le président érythréen est reçu en amont à Abu Dhabi au début du mois (Érythrée → EAU).
- 16 septembre 2018 : Issayas Afeworki (Érythrée) et Abiy Ahmed (Éthiopie) reçoivent la médaille de l'Ordre du Roi Abdelaziz à Djeddah. Signature d'un nouvel accord censé cimenter définitivement la paix en présence du secrétaire général des Nations unies Antonio Guterres et de Mohammed Bin Salman, prince héritier d'Arabie saoudite.
- 17 septembre 2018 : Une rencontre a lieu à Djeddah entre Ismaël Omar Guelleh (Djibouti) et Issayas Afeworki (Érythrée) en froid depuis 10 ans à la suite d'un conflit frontalier. Les deux chefs d'État n'ont pas manqué de remercier leur parrain saoudien pour ses efforts de médiation.

46. Alex de Waal, « Beyond the Red Sea: A new driving force in the politics of the Horn », *op. cit.*

Chercheuse en sciences politiques, diplômée d'un doctorat de l'IEP de Paris, spécialiste des monarchies de la péninsule Arabique et du golfe Persique à l'IRSEM, Fatiha Dazi-Héni a enseigné à Sciences Po Paris et Sciences Po Lille de même qu'à la Sorbonne Paris 1. Elle travaille sur les questions États et Sociétés en péninsule Arabique et sur les questions sécuritaires et stratégiques de la région péninsule Arabique - Golfe-Moyen-Orient et participe à de nombreux colloques internationaux sur ces questions. Elle est l'auteur de *L'Arabie saoudite en 100 questions*, Tallandier, 2017 ; 2^e édition revue, Tallandier, coll. « Texto », 2018, et de *Monarchies et Sociétés d'Arabie : Le temps des confrontations*, FNSP, 2006.

Sonia Le Gouriellec est maîtresse de conférences en science politique à l'Université Catholique de Lille (C3RD, Centre de recherche de relations entre les risques et le droit). Elle a coordonné l'ouvrage *Notre monde est-il plus dangereux ? 25 questions pour vous faire votre opinion*, Armand Colin, 2017. Elle a également publié « Ethiopia, an 'imperfect hegemon' in the Horn of Africa », *International Affairs*, vol. 94, n° 5, septembre 2018, p. 1059-1075 et « Sécuritisation et construction d'un complexe de sécurité régional dans la Corne de l'Afrique », *Études internationales*, vol. XLIX, n° 1, hiver 2018, p. 83-104.

Contacts : fatiha.dazi-heni@irsem.fr ; sonia.legouriellec@sciencespo.fr